

Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Atelier Technique du Réseau Francophone sur la Transparence Climatique Cluster Francophone

« Renforcement des capacités sur le soutien requis et reçu
dans le cadre de la transparence renforcée »

23 au 26 mai 2023
Douala, Cameroun

Hôtel STAR LAND BONAPRISO, 85 Rue Dominique Savio Primaire,
Bonapriso, DOUALA, LITTORAL - 5485, Cameroun

RAPPORT FINAL



Avec le soutien du



Ministère fédéral
de l'Économie
et de la Protection du Climat

Ministère fédéral
des Affaires étrangères



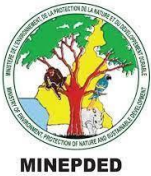
INTERNATIONAL
CLIMATE
INITIATIVE



copenhagen
climate centre

supported by UNOPS

en vertu d'une décision
du Bundestag allemand



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

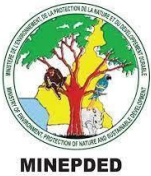
CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Table de contenu

Abréviations	4
Introduction	5
Contexte	5
Cadre et objectifs de l'atelier	6
Objectif	6
L'objectif de l'atelier technique est de fournir aux participants une compréhension claire des éléments suivants :	6
Participants	6
Prise en charge des experts	6
Agenda.....	7
Résultats principaux.....	14
1^{er} jour – 23 mai 2023.....	14
Session 1 : Attentes des participants	14
Session 2 : Présentation pays d'accueil Cameroun	17
Session 3 : Introduction à la transparence	18
Session 4 : Comprendre le financement : soutien – finance climatique	18
2^{ème} jour – 24 mai 2023	24
Ouverture de la séance : Retour sur les conclusions du jour 1	24
Session 8 : Analyse des résultats de l'enquête sur les besoins et priorités des pays.....	30
Session 10 : Discussion de groupe	30
3^{ème} jour – 25 mai 2023	30
Ouverture de la séance : Retour sur les conclusions du jour 2	30
4^{ème} jour – 26 mai 2023	36
Ouverture de la séance : Retour sur les conclusions du jour 3	36
Session 22 : Réflexions sur des activités planifiés du cluster/réseau francophone au cours de 2023	38
Annexes.....	39
Annexe 1 : Pays participants :	39
Annexe 2 : Lien utiles :	39
Annexe 3 : Liste des participants.....	40
Annexe 4 : Résultats de l'évaluation.....	40



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Note éditoriale

Auteur :

Pierre Le Grand NKA

Avec les contributions de :

Comfort Lyonga Ekosse (PNUD Cameroun)

Fatima-Zahra Taibi (Capacity Building Initiative for Transparency – The Global Support Programme (CBIT-GSP))

Larissa Tuayo (PNUD Cameroun)

Lucas Villanueva Legler (Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris)

Mijako Nierenkoether (Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris)

Moussa Diop (PNUD Climate Promise)

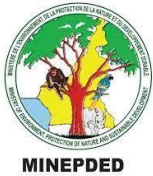
Crédit photographique

PNUD Cameroun

Droit d'auteur : Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA)

Pierre Le Grand NKA est responsable pour le contenu de cette publication.

Douala - Cameroun, le 03 juillet 2023



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

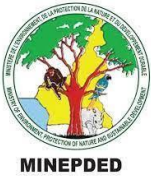
CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Abréviations

AFAT	Secteur de l'Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres (AFOLU en anglais)
BR	Rapports Biennaux (pays développés)
BTR	Biennial Transparency Report (en français : Rapport biennal de Transparence, RBA)
BUR	Biennial Update Report (en français : Rapport biennal actualisé, RBA)
CBIT	Capacity-building Initiative for Transparency
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CFR	Cadre de Transparence Renforcée
CGE	Groupe consultatif d'experts
COP	Conference of the Parties
CRT	Common Reporting Tables (Tableaux de Rapport Commun – pour le rapport au titre de ETF)
CTF	Common Tabular Formats (Formats Tabulaires commun – pour le rapport sur l'appui (Finance, transfert de technologies, renforcement des capacités) au titre de ETF)
ETF	Enhanced Transparency Framework (Cadre de Transparence Renforcée de l'Accord de Paris)
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FSV	Facilitative Sharing of Views (Echange de vues facilitatif)
GES	Gaz à Effet de Serre
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ICA	international consultation and analysis (under UNFCCC)
ICAT	Initiative for Climate Action Transparency
ITMO	Résultats d'atténuation transférés au niveau international
MPG	Modalités, procédures et lignes directrices du cadre de transparence renforcée (Modalities, Procedures and Guidelines for ETF) – voir décision 18/CMA.1
MRV	mesure, notification et vérification
PATPA	Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris
PF	Point Focal(e) (personne désignée)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RBA	Rapport biennal actualisé
RBT	Rapports Biennaux sur la Transparence
REDD+	réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement
TER	Technical Expert Review (Revue Technique d'Experts)



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Introduction

Contexte

L'Accord de Paris a marqué un tournant dans le domaine du changement climatique en introduisant le Cadre de Transparence Renforcée (CFR ; en anglais, *Enhanced Transparency Framework* (ETF)), au titre de l'article 13, qui est essentiel pour instaurer une confiance mutuelle et une coopération solide entre les pays. Grâce à ce cadre, tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, sont censés préparer des rapports simplifiés sur leurs actions en faveur du climat et le soutien reçu.

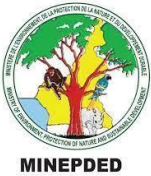
Le « Cluster Francophone » a été créé en 2013 par l'Allemagne, la Belgique, la France et la Suisse, et est coordonné depuis par le « Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA) ». Le secrétariat est commandité par le Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères et le Ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Protection du Climat, et mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Le « Réseau Francophone » comprend 27 pays francophones en développement, dont la plupart se situent sur le continent africain. Les pays du réseau sont représentés par les points focaux de transparence nommés par chaque pays. Les activités du réseau sont mises en œuvre grâce à un soutien financier de la Belgique, et soutien organisationnel du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du projet « Renforcement des capacités mondiales pour une transparence accrue- Global Support Programme » (CBIT-GSP).

Le projet « Améliorer la transparence climatique », mis en œuvre en tant que contribution à la *Promesse Climatique* du PNUD, vise à fournir un soutien complet au renforcement des capacités en matière de données climatiques et de transparence afin de répondre aux exigences de CFR dans le cadre de l'Accord de Paris et de favoriser les échanges sud/sud entre les pays. Financé par le gouvernement belge, ce projet soutient les réseaux de pays francophones et lusophones pour renforcer leurs systèmes de mesure, notification et vérification (MRV) et suivre la mise en œuvre des Contributions déterminées nationales (CDN), sur la voie du CFR.

Le projet CBIT-GSP vise à fournir un soutien mondial axé sur le renforcement des capacités et la coordination pour aider les pays en développement à répondre aux exigences du cadre de transparence renforcée. Il s'agit de la deuxième phase des projets « Global Support Programme » et « Global Coordination Platform for CBIT », tous deux financés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ce réseau est géré en collaboration avec PNUD à travers le soutien de la Belgique.

Cet atelier technique est conjointement organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le CBIT-Global Support Programme et le Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA), avec des financements des gouvernements allemand et belge.



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Cadre et objectifs de l'atelier

Objectif

L'objectif de l'atelier technique est de fournir aux participants une compréhension claire des éléments suivants :

- Les exigences en matière d'établissement de rapports dans le cadre du renforcement de la transparence de l'Accord de Paris
- Les avantages de la définition et du suivi du soutien nécessaire et reçu au niveau national et international
- Les approches et références potentielles pour faciliter le suivi et le rapport sur le soutien nécessaire et reçu
- Les défis et les priorités des pays en matière de transparence du soutien nécessaire et reçu
- L'identification des besoins supplémentaires en matière de capacités afin de planifier stratégiquement les activités de renforcement des capacités dans le cadre de la préparation des rapports biennaux sur la transparence.

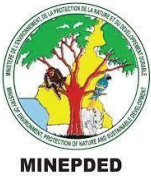
Participants

Les participants seront issus de l'entité responsable de la notification à la CCNUCC et de l'entité ayant accès et possédant les données relatives au soutien financier reçu (par exemple, le ministère des finances, le ministère de la planification, les bureaux de statistiques, etc.).

Les pays représentés se trouvent dans l'annexe.

Prise en charge des experts

Les frais de voyage et de séjour au Cameroun des experts francophones ont été pris en charge conjointement par le PNUD, le CBIT-GSP et PATPA.



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE

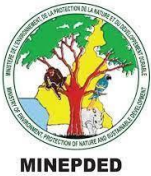


CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Agenda

23 mai 2023

Jour 1 - Accueil et présentation du soutien nécessaire et reçu		Responsable
08:15	Accueil et enregistrement des participants	Facilitateur
09:00	Cérémonie de d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> - <i>M. Richemond ASSIE, Chef de projet Transparence du PNUD ,</i> - <i>Mme. Fatima-Zahra Taibi, CBIT-GSP Global Coordinatrice, PNUE- Centre du Climat de Copenhague</i> - <i>Mme. SCHINDLER Solveig, représentante, Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA)</i> - <i>M. Timothée Kagonbé, Représentant du Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, Cameroun</i> 	
09:30	Introduction à la formation et tours de table (Photo de Groupe)	Facilitateur et les participants
10:00	Pause-café	
10:30	Présentation du pays d'accueil, <ul style="list-style-type: none"> - <i>Expérience en matière d'établissement de rapports sur l'aide nécessaire et reçue,</i> - <i>Difficultés liées à la communication de ces informations</i> - <i>Besoins en matière de renforcement des capacités identifiés par l'examen d'experts, etc.</i> - <i>Exemples d'amélioration progressive des informations fournies au fil du temps et facteurs de réussite</i> 	Timothée Kagonbé, Point focal CCNUCC, Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, Cameroun
10:45	Brève introduction au cadre de transparence renforcée <ul style="list-style-type: none"> - <i>Champ d'application</i> - <i>Calendrier</i> - <i>Rapports biennaux sur la transparence (BTRs)</i> 	Fatima-Zahra Taibi, PNUE-CCC
11:15	Nouvelles exigences en matière de rapports pour les BTR : <ul style="list-style-type: none"> - <i>Modalités, procédures et lignes directrices</i> - <i>Tableaux des rapports</i> - <i>Comparaison des exigences en matière de rapports NC/BUR et BTR</i> 	Fatima-Zahra Taibi, PNUE-CCC



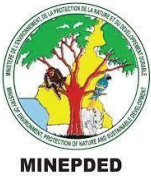
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

12:00	Déjeuner	
13:00	<p>Discussion en groupe (environ 2 pays par groupe)</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Comment évaluez-vous votre préparation pour le RTB?</i> - <i>Quels sont les principaux défis que vous allez rencontrer pour la mise en œuvre de la CTR?</i> - <i>Quelles leçons pourraient vous aider du système de notification au titre de la convention?</i> - <i>Quelles solutions envisagez-vous pour surmonter les défis identifiés?</i> 	Facilitateur et Fatima-Zahra Taibi, PNUE-CCC
13:45	<p>Les représentants des groupes font rapport à la plénière sur les points suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Evaluation de la préparation au RTB</i> - <i>Défis pour la mise en œuvre de la CTR.</i> - <i>Leçons apprises du system sous la convention.</i> - <i>Solutions envisagez-vous pour surmonter les défis identifiés.</i> 	Participants, Fatima-Zahra Taibi, PNUE-CCC
14:15	<p>Comprendre le financement du climat, le soutien financier, le développement et le transfert de technologies et le renforcement des capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Pourquoi les informations sur le soutien sont-elles importantes dans le contexte de la CCNUCC ?</i> - <i>Pourquoi les informations sur le soutien nécessaire et reçu sont-elles pertinentes au niveau national ?</i> - <i>Définitions des termes</i> - <i>Différentes approches en fonction du champ d'application et des priorités</i> - <i>Cas d'arrangements, de systèmes et de définitions</i> 	Richemond ASSIE (PNUD)
14:45	Pause-café	
15:00	<p>Discussion en groupe sur la compréhension des termes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Définition soutien et finances climatique</i> 	<p>Moussa DIOP (PNUD)</p> <p>Facilitateurs : tous les organisaterus</p>
15:30	<p>Rapport en plénière</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Points communs et différences</i> 	Moussa DIOP (PNUD)



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE

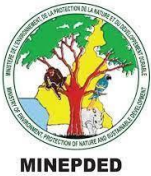


CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

16:00 - 16:30	Résumé rapide de la journée Informations nécessaires pour la 2eme journée	Facilitateur
------------------	--	--------------

24 mai 2023

Jour 2 – Soutien reçu		
Time	Sujet	Responsable
09:00	Compte-rendu des participants de la première journée Questions et réponses relatives à la première journée Présentation rapide de l'agenda du jour 2	Facilitateur/participants
09:30	Exigences en matière de rapports sur le soutien requis et reçu - <i>Différence avec les exigences de la NC et du BUR</i> - <i>Informations demandées et tableaux de rapport distribués aux participants</i>	Fatima-Zahra Taibi PNUE-CCC
10:00	Pause-café	
10:30	Sources de données existantes en l'absence de registres et d'informations nationaux - <i>Atlas de l'aide</i> - <i>Statistiques du CAD de l'OCDE</i> Méthodes d'évaluation et de suivi du soutien reçu - <i>Marquage et pondération climatiques</i> - <i>Marqueurs de Rio</i> - <i>CPEIR et I&FF</i> - <i>Évaluation de la professionnalité des instruments financiers</i>	Richemond Assie, PNUD
11:00	Discussion de groupe - <i>Comment les approches des pays en matière de suivi de l'aide reçue correspondent-elles aux exigences en matière de rapports et aux approches présentées ?</i> - <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i> - <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i>	Richemond Assie, PNUD / Participants Facilitateurs (tous les organisateurs)



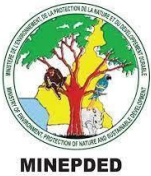
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

	- <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i>	
12:00	Déjeuner	
13:00	<p>Les représentants des groupes font rapport à la plénière sur</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Les approches et les lacunes</i> - <i>Les domaines/sujets potentiels qu'ils envisageraient pour l'avenir</i> - <i>Les besoins en matière de renforcement des capacités</i> 	<p>Moussa DIOP (PNUD)</p>
13:30	<p>Exercice en groupe sur les tableaux de rapport</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Remplir les tableaux sur l'aide reçue en utilisant ses propres données ou les statistiques du CAD de l'OCDE pour les deux dernières années.</i> - <i>Indications:</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Télécharger les statistiques du CAD de l'OCDE sur le soutien fourni</i> - <i>Choisissez une ligne de projet de votre propre pays (chacun des participants pourrait choisir un projet différent)</i> - <i>Ces informations seront utilisées pour renseigner les formats tabulaires.</i> 	<p>Fatima-Zahra Taibi, PNUE-CCC / Participants</p>
14:30	<p>Les représentants des groupes font un rapport à la plénière</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Sources de données utilisées</i> - <i>Informations disponibles et lacunes pour remplir les tableaux</i> - <i>Difficultés à délimiter le soutien financier, technologique et le renforcement des capacités</i> - <i>Difficultés à identifier le soutien financier reçu par rapport à la technologie et au renforcement des capacités lors de l'utilisation de données externes</i> - <i>Difficultés liées au double comptage lors de la communication d'informations sur le soutien lié à la transparence</i> 	<p>Fatima-Zahra Taibi, PNUE-CCC / Participants</p>
15:00	Pause-café	
15:30	<p>Présentation du système de gestion des données en ligne pour faciliter le rapport et la collecte de données, Cas des Iles Maurice (TBC).</p>	<p>Pays représentant (TBC)</p>



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE

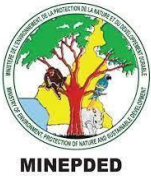


CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

	Q&A	
16:00 - 16:30	Résumé rapide de la journée	Facilitateur

25 mai 2023

Jour 3 – Soutien nécessaire		
Time	Sujet	Responsable
09:00	Compte rendu des participants de la troisième journée ; présentation rapide de l'ordre du jour de la journée et des questions-réponses relatives à la deuxième journée.	Facilitateur
09:30	Dispositions institutionnelles pour suivi des finances climat suivi par Q&A	Fatima-Zahra Taibi, PNUE-CCC
09:45	Partage d'expérience des arrangements institutionnelles pour le suivi des finance climat: cas de la Tunisie (TBC)	Pays représentant (TBC)
10:00	Pause-café	
10:30	Calcul des coûts NDC - <i>Processus</i> - <i>Identification des coûts et des bénéfices (ACB)</i> - <i>Identification des ressources nationales disponibles</i> - <i>Marquage budgétaire (déjà en cours)</i> - <i>Sources de financement inconditionnelles ou conditionnelles / nationales ou internationales</i>	Richemond Assie, PNUD
11:00	Discussion sur les défis rencontré pour le calcul des couts des CDNs, besoins et assistance requise.	Richemond Assie, PNUD / Participants
12:15	Déjeuner	
13:15	Groupe de discussion : - <i>Comment les approches nationales de suivi du soutien nécessaire, y compris la technologie et le renforcement des capacités, correspondent-elles aux exigences en matière d'établissement de rapports et aux approches présentées ?</i> - <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i> - <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i>	Participants



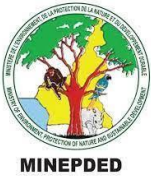
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i> 	
13:00	<p>Les représentants des groupes font rapport à la plénière sur</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Les approches et les lacunes</i> - <i>Les domaines/sujets potentiels qu'ils envisageraient pour l'avenir</i> - <i>Les besoins en matière de renforcement des capacités</i> 	Moussa DIOP - PNUD/ Participants
13:30	<p>Exercice de groupe sur les tableaux de rapport</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Identifier / classer par ordre de priorité les actions de la CDN sur lesquelles se concentrer</i> - <i>Remplir les tableaux sur le soutien nécessaire en utilisant ses propres ensembles de données ou les informations disponibles en ligne</i> - <i>Tenir compte des besoins en matière de technologie et de capacité</i> 	Richemond Assie, PNUD
15:00	Pause-café	
15:30	<p>Les représentants des groupes font un rapport à la plénière</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Sources de données utilisées</i> - <i>Informations disponibles et lacunes pour remplir les tableaux</i> - <i>Difficultés à séparer les coûts totaux de l'incorporation des bénéfices (flux de trésorerie positifs)</i> - <i>Difficultés à délimiter les sources nationales et les besoins internationaux en matière de soutien financier, technologique et de capacité</i> - <i>Besoins en capacités</i> 	Richemond Assie, PNUD
16:00 - 16:30	Synthèse de la journée, évaluation de l'atelier, retour d'information et remarques finales	Facilitateur



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

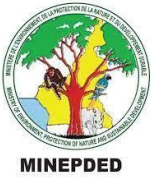
CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

26 mai 2023

Jour 4 – Exercices de certification et prochaines étapes pour le réseau francophone		
Time	Sujet	Responsable
09 :00	Rapport des participants de la troisième journée et introduction de la 4eme journée	Facilitateur
09 :30	Programme de formation de l'ETF dans le cadre de transparence renforcée mise en œuvre par le secrétariat CCNUCC Comment accéder au programme de formation de l'ETF Bref aperçu du <u>cours A</u> : Aspects généraux et transversaux de l'examen technique par des experts du cadre de transparence renforcée de l'accord de Paris	UNFCCC
10:30	Pause-café	
11:00	Bref aperçu du <u>cours D</u> : Finance, technologie et développement / Renforcement des capacités (FTC)	UNFCCC
12:30	Déjeuner	
13:30	Réflexions sur des activités planifiés du cluster/réseau francophone au cours de 2023	PNUD, PNUE-CCC, PATPA
14:15	Synthèse de la journée, évaluation de l'atelier, retour d'information et remarques finales	Facilitateur Participants
14:45	Cérémonie de clôture	Pays d'accueil / Organisateurs (tous)
15:00	Fin de l'atelier technique	



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

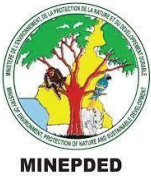
RESULTATS PRINCIPAUX

1^{er} jour – 23 mai 2023

Session 1 : Introduction à la formation et tours de table

Objectif de la 1^{ère} Session : Recueillir les attentes des participants à l'égard de l'atelier





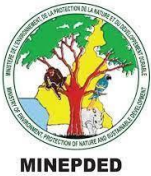
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

N°	Attentes	Pays
1	<ul style="list-style-type: none"> - Mieux comprendre les exigences de la transparence par rapport aux soutiens - Partager les expériences par rapport à l'arrangement institutionnel et les organisations - Outils de suivi des soutiens 	<p>Niger Togo Cameroun Tunisie</p>
2	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement institutionnel et réglementaire - Renforcement des capacités sur les exigences de la transparence - Renforcement de capacité technique (Outils IGES suivi CDN) - Compréhension du dispositif BUR 	
3	<ul style="list-style-type: none"> - Compréhension CTR - Mise en place des dispositifs pour le CTR au niveau national - Partage des informations sur les outils disponibles pour le suivi et notification des appuis - Nécessité des appuis sur les arrangements institutionnels, bases juridiques pour opérationnalisation 	<p>Sénégal Mauritanie Madagascar</p>
4	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleures compréhensions des contours de la transparence climatiques - Contribution à l'élaboration des rapports de la transparence - Etre capable de relever les défis et priorités en matière de la transparence - Avoir les outils nécessaires afin de faciliter le suivi et le reporting pour la mise en œuvre de la CDN 	



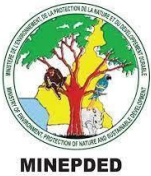
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

5	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de capacité et échange d'expérience et de bonnes pratiques (ETF Art. 13) - Asseoir le bon cadre de transparence et l'amélioration de l'image de marque du pays - Le transfert de technologie - Apporter des réponses pour confronter les lacunes en matière de reporting, de calcul et inventaire de tracking des actions de la CDN ainsi que le suivi et évaluation des progrès des politiques publiques - Comment assurer le durabilité et adoption d'un processus continue du MRV en matière de mise en place d'un cadre de gouvernance juridique et institutionnel 	Mali Maroc
6	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place du mécanisme de transparence - Outiller sur le mécanisme d'évaluation des besoins de l'ETF - Mécanisme de suivi de soutien reçus et requis 	Iles Comores Ile Maurice Burkina Faso Mali
7	<ul style="list-style-type: none"> - Apprendre des autres pays en matière de MRU soutien reçu et acquis - Avoir plus d'information sur les possibilités de mobilisation de soutien - S'informer sur les conditions particulières de soutien réservées aux Etats Îles 	
8	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance sur la transparence de la finance climatique - Elaboration des rapports climat au Congo et au Tchad - Accompagnement dans la production des données climatiques - Formation continue dans la cadre de la transparence climatique - Financement des projets climats par le PNUD - Fourniture des moyens de mise en œuvre des CDN 	



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

9	<ul style="list-style-type: none"> - Mieux connaître le processus de transparence dans l'Accord de Paris - Les sources de financements sur le plan national et international - Partage d'expérience d'un ayant une avancée dans le processus de transparence - Les blocages dans les pays francophones relativement à la transparence 	
---	---	--

Session 2 : Présentation du pays d'accueil Cameroun par Timothée KAGONBE

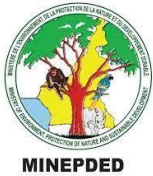
Présentation des défis majeurs :

- Bilan de la mise en œuvre de l'Accord de Paris au Cameroun
- Transformation des contraintes climatiques en opportunités de développement
- Investissement de 213,76 milliards de dollars soit 117,56 milliards FCFA pour la CDN Cameroun
- 1^{er} BUR en cours de rédaction

Solutions proposées

- Cohérence des différentes politiques aux Changements climatiques depuis 2020
- Ancrage institutionnel autour de 12 ministères autres que ceux des Finances, de l'Economie & Planification et Environnement & Développement Durable
- Plan de mobilisation des ressources : secteur privé, secteur public et international

N°	Questions	Intervenants
1	Qui pilote le groupe de travail de coordination de la finance entre les trois ministères : Finance, Economie et Environnement ?	Emmanuel Ngenzevhoru du Burundi
2	En termes de défi, comment rapporter les investissements internes exécutés par les agents d'exécution ?	Yangbonso David de la RCA
3	Comment avez-vous capitalisé les financements reçus par les ONG ? Allez-vous supprimer le premier rapport biennal au profit du BTR ?	Lotsi du Togo
4	Comment se passe les arrangements institutionnels et quelle méthodologie pour la collecte des données ?	Sanogo Mohamed de la Côte d'Ivoire



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Session 3 & 4 : Brève introduction au cadre de transparence renforcée & Nouvelles exigences en matière de rapport pour les BTR par Fatima-Zahra TAIBI

Présentation des défis majeurs :

- Harmonisation des exigences BUR et BTR
- Différences entre les deux systèmes
- Soumission des documents tous les 4 ans
- Mise à niveau des pays en développement

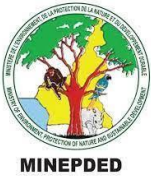
Solutions proposées

- Institutionnalisation des dispositifs
- Sortie de la dépendance des projets
- Prise en compte des lignes directrices de 2006

N°	Questions	Intervenants
1	- Quels sont les critères de classement des projets climats (atténuation ou adaptation) ?	Lofti Msadki de la Tunisie
2	- Quelles mesures d'adaptation à co-bénéfice atténuation ?	Moumouni Diadia du Niger
3	- Est-ce que les plateformes MRV sont exigées par la CCNUCC ? - Travaille-t-on avec les tables de reporting ou sur Excel ? - Y a-t-il des exigences pour calculer les facteurs d'émission nationaux pour le calcul des inventaires nationaux ou juste utiliser celles par défaut proposées par le GIEC 2006 ?	Keltoum AIT-Belhaj du Maroc
4	- En matière de revue volontaire de l'adaptation, est-ce que le pays peut demander ou il y a des mécanismes déjà développés par CBIT-SGP ?	Sow Mohamadou de la Mauritanie
5	- A part le CO ₂ , NO ₂ , le CH ₄ et les quatre NFC, PFC, NF et Ox, d'autres polluants de courte durée sont-ils demandés que le SF ₆ ?	Niarga Oulé Dembel du Mali
6	- Faut-il utiliser des lignes directrices du GIEC 2006 ou 2019 ? - De la vision des CDN 2030, quelle fréquence de révision ? Est-ce une actualisation ou révision ? - Au regard de l'ensemble des informations, quel est le volume du BTR ?	Ouro du Togo

Session 5 : Discussion de groupe et restitutions en plénières

Présentation des défis majeurs :



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



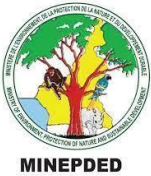
CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

- Organisation des groupes. Pour cela, en fonction de la proximité, quatre groupes ont été formés.
- Plus de deux nationalités sont présentes dans les différents groupes avec une prise en compte du genre
- Choix des représentants de chaque groupe pour les plénières
- Questions voir session 13 : 00 du jour 1

Solutions proposées

- Restitution de chaque groupe et questions-réponses pour plus d'éclairage entre les participants mais aussi les intervenants et le modérateur

N°	Centre d'intérêt	Réponses
Groupe 1 Benin Burkina Faso Seychelles Îles Comores Île Maurice	<i>Evaluation de la préparation au RTB</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Non démarré au Benin, Seychelles, Île Maurice, Mali - Comores : Soumission pour financement - Burkina Faso : Elaboration du document projet
	<i>Défis pour la mise en œuvre de la CTR.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des ressources humaines qualifiées - Défaut d'arrangements institutionnels clairs et opérationnels - Absence d'une base de données structurée pour les INGES - Difficultés dans la mobilisation des financements - Mobilité des cadres
	<i>Leçons apprises du système sous la convention.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rétention de l'expertise par les consultants - Bases de données GES détenues par les consultants - Manque de fiabilité des données - Mauvaise évaluation des besoins en ressources financières
	<i>Solutions envisagez-vous pour surmonter les défis identifiés.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités des acteurs locaux et nationaux - Mise en place de plateformes de gestion de base de données - Mise en place d'arrangements institutionnels - Formation des étudiants - Mobilisation des ressources financières pour la recherche et les besoins des rapports



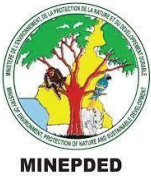
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Groupe 2 Cameroun Congo Burundi Guinée Tchad	<i>Evaluation de la préparation au RTB</i>	<ul style="list-style-type: none"> - La majorité des pays sont à la 3^{ème} communication et de l'élaboration du premier BTR à l'exception du Burundi qui est à la 4^{ème} étape du processus de développement du document projet
	<i>Défis pour la mise en œuvre de la CTR.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités - L'accès aux financements - L'accès aux données - Les problèmes politiques
	<i>Leçons apprises du système sous la convention.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - S'inspirer de l'expertise des Rapports Biennaux sur la communication nationale pour le développement du BTR
	<i>Solutions envisagez-vous pour surmonter les défis identifiés.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités et profiter de l'expérience d'anciens cadres à la retraite - Faciliter l'accès aux financements et aux données climatiques - Intégrer les données sur le climat dans les statistiques nationales
Groupe 3 République Centrafricaine Togo Madagascar Sénégal Mauritanie Côte d'Ivoire Tchad	<i>Evaluation de la préparation au RTB</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Processus déjà engagé (BUR, NC)
	<i>Défis pour la mise en œuvre de la CTR.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - L'appropriation politique des enjeux climatiques - Manque d'expertise nationale - Arrangement institutionnel - Disponibilité des données et l'accessibilité des données - Manques d'expertises pour le contrôle qualité
	<i>Leçons apprises du système sous la convention.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité des rapports (expert étrangers, experts nationaux déficitaires, expertises locales sous valorisées) - Cadre institutionnel plus ou moins cohérent et claire mais approche inclusive manquante
	<i>Solutions envisagez-vous pour surmonter les défis identifiés.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Portage au plus haut niveau de l'Etat - Renforcement des capacités/ formations - Cadre institutionnel consolidé sur une base juridique et réglementaire - Domestication des financements liés à l'élaboration des différents rapports - Assurance et contrôle qualité



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Groupe 4 Niger Mali Tunisie Togo Maroc	<i>Evaluation de la préparation au RTB</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Accord favorable sur le financement GEF/PNUD - Lancement du projet - Elaboration d'une feuille de route CTR par exemple au Niger - Elaboration d'un cadre institutionnel et technique, juridique et réglementaire
	<i>Défis pour la mise en œuvre de la CTR.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités des parties prenantes - Disponibilité et qualité des données - Faible engagement des acteurs sectoriels - Volonté politique - MRV opérationnel
	<i>Leçons apprises du système sous la convention.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Synergie d'actions et engagements des parties prenantes - Existence d'une structure de reporting et d'actualisation (Inventaire, MRV, CN et BUR)
	<i>Solutions envisagez-vous pour surmonter les défis identifiés.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un cadre de gouvernance approprié - Renforcement des capacités des acteurs sectoriels (collectes et outils) - Mise en place d'un cadre d'évaluation et de suivi - Information/Sensibilisation à tous les niveaux - Système de suivi des flux financiers climatiques publics-privés - Budgétisation sensible au climat - Mise en place d'une fiscalité verte - Mise en place d'une taxonomie verte - Mise en place d'une stratégie et un cadre de gouvernance approprié pour faciliter l'insertion du pays dans le marché (registre national)

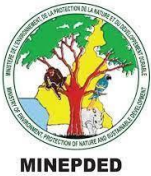
Session 6 : Comprendre le financement, le soutien financier, le développement et le transfert et technologies et le renforcement des capacités par Richemond ASSIE

Présentation des défis majeurs :

- Faire une comparaison entre deux situations climatiques et mode de financement

Solutions proposées :

- Définition des termes
- Distinction entre adaptation et atténuation



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

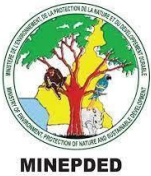
CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Session 7 : Discussion en groupe sur la compréhension des termes :
- **Définition soutien et finances climatiques**

N°	Centre d'intérêt	Réponse
Groupe 1 Benin Burkina Faso Seychelles Îles Comores Île Maurice	Finance climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Ensemble des ressources mobilisées pour la mise en œuvre des actions d'adaptation et/ou d'atténuation - Sources extérieures - Sources internes (publiques, privées, bilatérales et multilatérales)
	Soutien climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Tout appui ou apport extérieur entrant dans la mise en œuvre des actions climatiques - Renforcement des capacités - Transfert des technologies - Soutien financier
Groupe 2 Cameroun Congo Burundi Guinée Tchad	Soutien climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Les appuis liés à la réalisation des actions climatiques - Techniques et technologies - Matériel - Logistique - Financier - Renforcement des capacités
	Finance climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Elle est liée à la réalisation des projets climats (adaptation et atténuation)
Groupe 3 République Centrafricaine Togo Madagascar Sénégal Mauritanie Côte d'Ivoire Tchad	Soutien climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique (formation) - Appui technologique (assistance technique) - Appui financier
	Finance climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Toute ressource financière mobilisée pour les actions en faveur du climat : adaptation, atténuation (publiques, privées, locales, bilatérales, nationales, multinationales)
Groupe 4 Niger Mali Tunisie Togo Maroc	Soutien technique	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert de technologies propres : énergie renouvelable, hydrogène vert - Recherche d'innovations - Efforts nationaux d'adaptation et d'atténuation - Renforcement des capacités



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

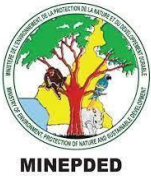
CLIMATE
PROMISE



		<ul style="list-style-type: none"> - Don, prêt garantie pour le financement des projets et programmes sensibles au climat (adaptation et atténuation)
	Finance climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Ensemble d'instruments des mécanismes de financement qui visent à mobiliser les ressources financières et susciter des investissements pour l'implémentation des projets à caractère climatique mobilisés par la coopération bilatérale, multilatérale, bailleurs fonds, partenariat public-privé, secteur privé - Prêt, de garantie, don.

Au terme de cette première journée, il convient de noter qu'aucune improvisation n'a été faite. Toutes les sessions prévues dans l'agenda ont été respectées avec pour particularité l'ajout de la séance des questions réponses au terme de chaque exposé. Ce qui a pour conséquence la consommation d'une heure supplémentaire sur le programme journalier qui s'est achevé à 17h30 au lieu de 16h30. L'on a noté une forte implication des participants. L'évaluation journalière a dévoilé la volonté des participants à disposer de plus de temps pour les discussions après chaque exposé.





Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

2^{ème} jour – 24 mai 2023

Ouverture de la séance : Retour sur les conclusions du jour 1

- L'évaluation de la première journée indique une volonté des participants à plus de discussions pour plus de partage d'expérience après chaque session. Cette attente a été prise en compte par les organisations, le facilitateur et les différents intervenants.
- Le résumé de la journée 1 a été fait par les participants sous la forme d'une animation d'un programme audiovisuel dénommé « Appel du Continent » sur la Web TV imaginaire : « Transparence Climatique ».
Sow Mohamadou de la Mauritanie ; Emmanuella Mgenzebuhoro du Burundi ; Vanessa Seth des Seychelles ; Tarik-Leurani du Maroc. L'ensemble des interventions se sont achevées par des questions dignes du complément d'information sur les différentes thématiques de la Journée 1.

Session 8 : Exigences en matière de rapports sur le soutien requis et reçu

Présentation des défis majeurs :

- *Différence avec les exigences de la NC et du BUR*
- *Informations demandées et tableaux de rapport distribués aux participants*

Ce qu'on retient de la présentation sur l'exigence en matière de rapport sur le soutien requis et reçu : les pays doivent spécifier les coûts requis pour la mise en œuvre de leur CDN. Il est important d'avoir des dispositions institutionnelles pour suivre le soutien reçu et estimer les besoins ; ces éléments doivent être pris en compte dans les prochaines révisions de la CDN (2025).

Solutions proposées

- Mieux estimé les ressources pour mettre en place les CDN
- Adopter une méthode scientifique pour évaluer les coûts des CDN

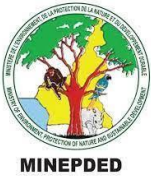
Session 9 : méthodes d'évaluation et de suivi du soutien reçu

Présentation des défis majeurs :

- Maîtrise des systèmes de notation
- Analyse et examen des soutiens reçus

Solutions proposées

- Analyse du contexte
- Analyse des dépenses nationales
- Présentation de <https://aid-atlas.org> qui présente la cartographie des financements sur le climat



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

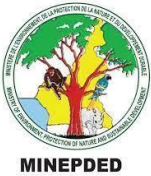
CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Session 10+11: Discussion de groupe & Rapport à la plénière

N°	Questions	Réponses
Groupe 1 Benin Burkina Faso Seychelles Îles Comores Île Maurice	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Comment les approches des pays en matière de suivi de l'aide reçue correspondent-elles aux exigences en matière de rapports et aux approches présentées ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Le suivi global des APD est fait dans tous les pays - Pas de mécanisme de suivi des soutiens reçus institutionnalisés
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de mécanisme de suivi des soutiens reçus - Dispositif de renforcement des capacités dans l'évaluation des besoins
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités sur l'évaluation des besoins - Identification des soutiens climat reçus dans l'APD - Mise en place d'arrangements institutionnels bien structurés et fonctionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Exemple du Comores : coordination entre les entités clés intervenants dans les finances climats - Île Maurice : base de données digitales sur les ressources mobilisées - Benin : Synergie entre les projets climats du pays pour un meilleur suivi des soutiens



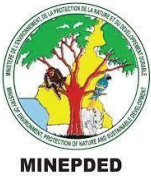
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Groupe 2 Cameroun Congo Burundi Guinée Tchad	- <i>Comment les approches des pays en matière de suivi de l'aide reçue correspondent-elles aux exigences en matière de rapports et aux approches présentées ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Réel manque de coordination (Tout ne passe pas par un canal ni entrant ni recevant) - Manque de visibilité - Plus grande rationalité et efficacité grâce au format tabulaire (identification exacte des besoins)
	- <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de suivi des financements climatiques dans certains pays doit être opérationnalisé avec possibilité de création ailleurs - Volonté de migrer vers le format tabulaire - Révision des rapports par les experts avant soumission
	- <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès à l'information, aux données climatiques - Difficultés de s'approprier le concept de transparence (et cela à tous les niveaux : sectoriels, institutionnels...) - Insuffisance des moyens matériels, logistiques et financiers - Sous financement des ministères de l'environnement au niveau national car l'Etat pense à un financement de la communauté



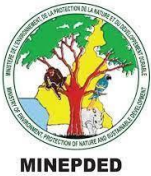
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

		<p>internationale ; ce qui n'est pas toujours vrai</p> <ul style="list-style-type: none"> - Besoin de formation - renforcement des capacités - Intégration de l'environnement dans les cycles de formation - Experts internationaux attendus sur la formation - Meilleur archivage des données d'activités pour un meilleur suivi
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - CBIT-GSP doit continuer à appuyer l'élaboration de CND et appuyer l'amélioration des rapports sur la transparence - Responsabiliser certains acteurs nationaux pour s'approprier la transparence et pour apporter un appui dans la production des rapports
<p>Groupe 3 République Centrafricaine Togo Madagascar Sénégal Mauritanie Côte d'Ivoire Tchad</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Comment les approches des pays en matière de suivi de l'aide reçue correspondent-elles aux exigences en matière de rapports et aux approches présentées ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de façon générale de système de suivi de l'aide reçu à travers les canevas de fichiers édités par les ministères en charge du plan et ou de l'économie - Quelques nouvelles rubriques
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Besoin en soutien nécessaire - Besoin en transfert de technologie



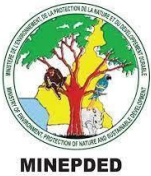
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

		<ul style="list-style-type: none"> - Besoin en renforcement des capacités - Détailler l'information sur les secteurs et les sous-secteurs
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Identification en besoin (RC, Technologie...) - Appropriation du concept de transparence et de ses approches sous-jacentes - Ressources humaines qualifiées - Coordination/cohérence entre les différents systèmes de suivi et la transparence
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Madagascar et Togo - Mise en place d'une plateforme numérique animée un réseau de Points focaux sectoriels sous le lead du ministère en charge de l'Environnement
<p>Groupe 4 Niger Mali Tunisie Togo Maroc</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Comment les approches des pays en matière de suivi de l'aide reçue correspondent-elles aux exigences en matière de rapports et aux approches présentées ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - A travers les BUR, les pays ont eu de l'expérience en matière de reporting des flux financiers - Déploiement tout azimuts dans les différents pays de leur propre système digital de suivi des différents aides reçues conformément aux nouvelles exigences de la CCNUCC (CTR)

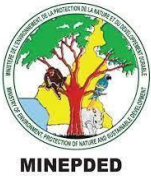


Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir compte des aspects liés aux crédits carbone et à intégrer l'adaptation (indicateurs de valeur ainsi que le respect des formats tabulaires BTR)
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de l'institutionnalisation du système de transparence (Textes réglementaires) - Absence d'appropriation et faible implication des intervenants - Manque d'expertise nationale - Manque des indicateurs de vulnérabilités et pour le suivi évaluation
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Les plateformes MRV, SMIGES, système de suivi des flux financiers climatiques (Sénégal) : système digital - Plan de partenariat pour la mise en œuvre de la CDN - Stratégie de financement de la CDN - Plan d'investissement climat - Champs des projets et des bailleurs potentiels - Fond national pour l'environnement au Togo pour la mobilisation des fonds.



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Session 12 & 13 : Exercice en groupe sur les tableaux de rapport & rapport à la plénière

Session 14 : Présentation du système de gestion des données en ligne pour faciliter le rapport et la collecte de données : Cas des Îles Maurice

Présentation des défis majeurs :

- Partage des bonnes pratiques

Solutions proposées

- Plateforme digitale en cours de rodage
- Lancement effectif avant fin 2023

Session 15 : Résumé rapide de la journée

Présentation des défis majeurs :

- Comptabilité des sessions programmées et effectuées
- Méthode de travail

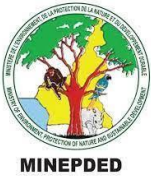
Solutions proposées

- Toutes les 09 sessions de la Journée 2 ont été effectuées avec une forte implication des participants dans les travaux de groupes ainsi que les questions réponses après chaque session. Il s'agit d'une réponse aux attentes des participants, ce qui a fait évoluer la note de la question de 4,4/ 5 « Temps alloué aux discussions » contre 3,8/5 au jour 1.

3^{ème} jour – 25 mai 2023

Ouverture de la séance : Retour sur les conclusions du jour 2

- L'évaluation de la deuxième journée permet de voir une satisfaction progressive des attentes de participants. Cette attente a été prise en compte par les organisations, le facilitateur et les différents intervenants. Plus de temps aux discussions pour un partage d'expérience réussi est donc la ligne directrice de la conduite de la 3^{ème} journée.
- Le résumé de la journée 2 a été fait par les participants sous la forme d'une animation d'un programme audiovisuel dénommé « Appel du Continent » sur la Web TV imaginaire : « Transparence Climatique ».
- Lydia Ayola du Benin ; Bako Didier du Burkina Faso ; Caze Jean de Haïti et Ratovonjanahary Lantonirina de Madagascar.
- Les questions portaient sur les outils nécessaires à la validation des livrables, sur la possibilité des calculs sur l'adaptation, les calculs des coûts CDN volet adaptation, l'expérience des pays développées en matière de calcul, l'institutionnalisation et la



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

normalisation du cadre de transparence au niveau national et surtout les financements conditionnels et inconditionnels.

Session 16 : Partage d'expériences des arrangements institutionnelles pour le suivi des finances climat : Tunisie ; Togo ; Maroc ; Côte d'Ivoire

Présentation des défis majeurs :

- Exposer les bonnes pratiques au niveau de chaque pays
- Stimuler et inspirer les autres participants à l'adoption des bonnes pratiques

Solutions proposées

- Volonté politique
- Communication sur l'image de marque du pays

Questions majeures au terme des 04 partages d'expérience :

Pour le Maroc : Est-ce que le système de suivi mis en place permet de faire un état des lieux à jour ? Quel est le modèle de financement du Maroc ?

Togo : Comment l'arrêté pris au niveau d'un ministère peut règlementer un dispositif institutionnel qui implique d'autres parties prenantes ?

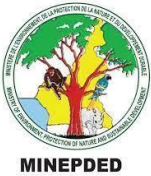
Tunisie : Vu que vous allez partir des MRV sectoriels pour le MRV national, est-ce que les formats tabulaires, les hypothèses et les référencements de base ont été harmonisés ?

En guise de réponses :

De ce partage d'expérience initialement prévu pour la Tunisie et finalement ouvert à trois autres pays, l'on note qu'au Togo, en l'absence d'un décret présidentiel, l'institutionnalisation du suivi et de la transparence reposent sur un arrêté. Un protocole d'accord est signé avec l'université et les chercheurs pour l'élaboration de la 3^{ème} communication afin d'impulser un transfert de compétence chez les étudiants.

En Tunisie, il y a une partie du budget national réservée à la durabilité des systèmes de suivi et de transparence afin d'éviter la dépendance aux projets et des bailleurs. La transparence repose sur les deux volets Atténuation et Adaptation.

En Côte d'Ivoire, le système de transparence et suivi des financements climat est porté par plusieurs entités avec une collaboration avec l'université comme c'est le cas au Togo. Le Maroc lui souligne que les besoins des financements du GEF et Fonds verts ont des conditionnalités qui s'accompagnent d'une absence d'une plateforme opérationnelle avec pour conséquence très peu de visibilité. C'est dire que la durabilité des systèmes marocains reste dépendante des bailleurs de fonds. Une situation pas éloignée du Togo.



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Session 17 : Calcul des coûts NDC

Présentation des défis majeurs :

- Identification des ressources nationales disponibles
- Marquage budgétaire
- Sources de financement inconditionnelles ou conditionnelles / nationales ou internationales

Solutions proposées

- Economie politique
- Analyse réflexive : quoi ? qui ? Pourquoi ?

Cette présentation a permis aux participants de rentrer dans une sorte de boîte noire pour l'élaboration des politiques publiques au sein de chaque pays avec une prise en compte de l'allocation des ressources budgétaires pour le financement de la CDN.

Questions des participants :

Qu'en est-il des flux financiers antérieurs au processus de calcul ?

Qu'en est-il de la fluctuation et l'inflation monétaire ?

Qu'en est-il de l'identification des coûts et des bénéfiques ? Pourquoi cela est-il nécessaire ?

Financement national et extérieur notamment la question des contreparties nationales...

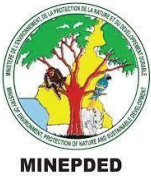
En guise de réponses

A chacune des étapes des précisions sont données afin de toujours considérer la monnaie généralement utilisée qui est le dollar en prenant le soin de présenter une équivalence en monnaie locale à la date de l'élaboration du projet.

S'agissant de la question des CDN Conditionnelles et CDN Inconditionnelles, le débat riche entre les interprétations au Mali et au Burkina Faso a permis de convenir que la CDN Conditionnelle est celle dont les prévisions et la mise en œuvre reposent sur l'apports des bailleurs de fonds ou des prêts. La CDN Inconditionnelle quant à elle est le fruit du financement national ou local. L'arbitrage devant être guidé par l'analyse réflexive qui repose sur le Quoi ? Qui ? Pourquoi ?

Session 18 & 19 : Discussion sur les défis rencontrés pour le calcul des coûts des CDN, besoins et assistance requis & Rapport à la plénière

N°	Questions	Réponses
Groupe 1 Benin Burkina Faso Seychelles Îles Comores	- <i>Comment les approches nationales de suivi du soutien nécessaire, y compris la technologie et le renforcement des capacités, correspondent-</i>	- Une évaluation des besoins nécessaires est faite lors de la réalisation des CDN et BUR - Lors des mécanismes formels de suivi



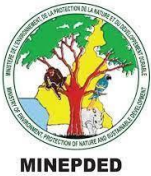
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Île Maurice	<i>elles aux exigences en matière d'établissement de rapports et aux approches présentées ?</i>	- Ce qui se fait ne répond pas aux exigences telles que présentées
	- <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i>	- Mettre en place un MRV soutiens fonctionnel - Mettre en place un cadre juridique et institutionnel - Prévoir une ligne budgétaire sensible au climat
	- <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i>	- Manque de centralisation des soutiens nécessaires - Insuffisance d'expertise locale pour la conduite de l'évaluation du soutien nécessaire
	- <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i>	- Mobilisation des ressources pour la conduite du processus d'évaluation du soutien nécessaire - Mise en place d'une plateforme de centralisation du soutien nécessaire - Renforcement des capacités des acteurs locaux en matière d'évaluation des besoins/soutiens nécessaires
Groupe 2 Cameroun Congo Burundi Guinée Tchad	- <i>Comment les approches nationales de suivi du soutien nécessaire, y compris la technologie et le renforcement des capacités, correspondent-elles aux exigences en matière d'établissement de rapports et aux approches présentées ?</i>	- Ancienne méthode empirique - Nouvelle méthode scientifique avec prise en compte de tous les paramètres
	- <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i>	- Format tabulaire récapitulatif de tous les besoins nécessaires - Opérationnalisation du système MRV - Un tableau de bord suivi-évaluation pour avoir une vue d'ensemble



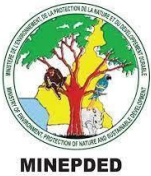
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

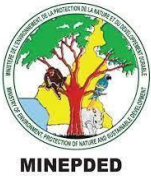
		<ul style="list-style-type: none"> - Une meilleure prise en charge au niveau national par tous les secteurs - Un cadre institutionnel et réglementaire structuré
	- <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de formation pour établir les besoins nécessaires - Insuffisance de sensibilisation/manque de vulgarisation donc certains besoins ne sont pas pris en compte - Manque de financement - Renforcement de capacités (prise en compte de la forte vulnérabilité de nos pays) - Manque d'accès aux données (ils sont généralement en anglais)
	- <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de validation : pour la relecture des livrables des consultants
Groupe 3 République Centrafricaine Togo Madagascar Sénégal Mauritanie Côte d'Ivoire Tchad	- <i>Comment les approches nationales de suivi du soutien nécessaire, y compris la technologie et le renforcement des capacités, correspondent-elles aux exigences en matière d'établissement de rapports et aux approches présentées ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des besoins (Technologique, RC, financier) /Situation de référence - Evaluation des coûts - Formulation des requêtes/NC/fiches projets
	- <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation rétrospective des financements antérieurs - Analyse de l'Economie politique - Cartographie des ressources (bailleurs) et suivi des dépenses
	- <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de cadre institutionnel adapté/renforcé la gouvernance (arsenal juridique et réglementaire)



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone



		<ul style="list-style-type: none"> - Compréhension et appropriation des méthodologies d'évaluation/formulation - Développer/améliorer les outils de suivi - Renforcer les capacités des acteurs clés
	- <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des besoins - Aides nécessaires - Types de soutiens ou aide - Période et durée - Budget disponible en dollar US - Aide financière requise en dollar US
Groupe 4 Niger Mali Tunisie Togo Maroc	- <i>Comment les approches nationales de suivi du soutien nécessaire, y compris la technologie et le renforcement des capacités, correspondent-elles aux exigences en matière d'établissement de rapports et aux approches présentées ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Alignement des besoins identifiés dans la CDN à la stratégie des pays et au PDES - Approche de suivi de projets/programmes - Approche MRV sectoriel
	- <i>Y a-t-il de nouveaux aspects que vous jugez pertinents d'envisager pour l'avenir et que vous ne suivez pas actuellement ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des ressources et suivi des dépenses (CRSD) - Méthodologie pour évaluation des flux financiers (CPEIR à I&FF)
	- <i>Quelles sont les lacunes, les défis et les besoins en matière de capacités ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'expertise nationale - Absence d'un cadre institutionnel de suivi-évaluation des systèmes d'information - Faible appropriation des outils MRV soutien - Absence d'une taxonomie verte
	- <i>Avez-vous des exemples ou des approches intéressantes à partager avec les autres participants ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Au Sénégal : Suivi de la CDN par les acteurs sectoriels



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

		- Au Niger : Suivi de la CDN par un comité institutionnalisé par arrêté ministériel
--	--	---

Session 20 : Exercice de groupe sur les tableaux de rapport

Présentation des défis majeurs :

- Calculer le soutien nécessaire à la réalisation d'un projet d'une CDN Conditionnelle ou Inconditionnelle
- Prioriser les activités rentrant dans la CDN

Solutions proposées

- Rester attentif aux activités de reporting

Un exercice a été donné aux participants réunis pour certains en groupes. Aucun groupe n'a pu apporter une option d'identification des besoins nécessaires.

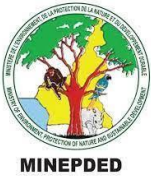
Résumé de la journée 3 :

Le temps nécessaire à la discussion a été plus que jamais manifeste ce troisième à la surprise de l'assiduité des participant.es qui sont resté.es en éveil pendant toute la journée. Le ton a été donné par la session du partage d'expérience qui est passé d'un cas pratique à 04 cas avec des différences et des similitudes dont le croisement permet d'observer des tendances en termes de bonne pratique. Il en est ainsi de l'implication progressive des universités dans le processus d'élaboration des communications nationales. Toutes les sessions inscrites sur l'agenda ont été exécutées. Comme les précédentes, une évaluation journalière a eu lieu à la fin des sessions.

4^{ème} jour – 26 mai 2023

Ouverture de la séance : Retour sur les conclusions du jour 3

- L'évaluation de la troisième journée traduit une externalité positive à quelques heures de la clôture de l'atelier. L'envie d'avoir plus de temps pour la discussion a trouvé satisfaction lors de la troisième manche de l'activité. En effet, de 3,8/5 en passant par 4,4/5, l'on se retrouve avec une note de 4,6/5 sur la question temps de la discussion. Cela est la conséquence d'un ajustement bien mesuré par les principaux intervenants et surtout l'arbitrage dans la conduite des échanges par un respect strict du temps d'intervention individuelle afin de donner l'opportunité à chacun.e de parfaire ses connaissances sur les soutiens nécessaires qui venaient après les soutiens reçus du 2^{ème} jour.
- Le résumé de la journée 3 a été fait par les participants sous la forme d'une animation d'un programme audiovisuel dénommé « Appel du Continent » sur la Web TV imaginaire : « Transparence Climatique ».



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Session 21 : Programme de formation

Présentation des défis majeurs :

- Aperçu sur le cours A
- Aperçu sur le cours B

Solutions proposées

- Supports de cours traduit de l'anglais vers le français
- Orientation et motivation des participations sur les opportunités

Cette session a été faite pour l'essentiel en ligne avec l'intervenante principale à partir des Etats-Unis d'Amérique. Les conditions d'éligibilité aux différents cours ont été présentées. Le calendrier et surtout sa flexibilité a permis aux participant.es de procéder séance tenante à une évaluation des connaissances par un quiz après chaque exposé.

La planification du programme de formation des experts techniques des examinateurs dans le cadre de l'Accord de Paris a été détaillée du Niveau A au Niveau D.

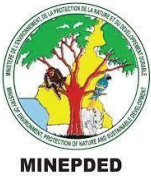
Dans l'ensemble, même s'il y avait des innovations, tout s'apparentait à une sorte de révision générale des trois premiers jours de l'atelier. Les réponses positives des participants ont donné l'occasion de mesurer l'impact de la formation de quatre jours.

Session 22 : Réflexions sur les activités du cluster/réseau francophone au cours de 2023

Il s'agit de voir quelle est la prochaine destination qui devra intervenir à la moitié du second semestre 2023. Des échanges fructueux ont permis d'avoir des propositions notamment le Cap Vert et Bonn. Une décision finale sera prise entre les différents points focaux qui se chargeront par la suite de la désignation des participants de ce prochain atelier.

Avant la clôture, une évaluation globale de l'atelier a eu lieu séance tenante. Elle a permis de juger le degré de satisfaction des participantes qui ont trouvé l'atelier utile pour leur travail avec une note de **4,2/5** et **4,3/5** lorsqu'on mesure l'impact individuel sur le travail. 49% des participantes sont « très satisfaites » alors que 51% des participantes sont « satisfaites » d'avoir fait le déplacement pour cette activité.

La cérémonie a été clôturée par des prises de paroles des officiels du PNUD, du Bureau Cameroun, du CBIT-GSP et surtout du représentant du gouvernement du Cameroun à ces assises portant sur le « renforcement des capacités sur le soutien requis et reçu dans le cadre de la transparence renforcée » organisé par le Réseau francophone sur la Transparence Climatique et le Cluster Francophone du 23 au 26 Mai 2023 à Douala au Cameroun.



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Session 23 : Réflexions sur des activités planifiés du cluster/réseau francophone au cours de 2023

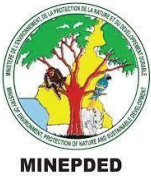
Où tenir le 2^{ème} atelier du réseau / Cluster Francophone en 2023 : à décider

Le pays d'accueil devrait être un bon hôte pour recevoir des représentants d'environ 27 pays francophones d'Afrique, avoir obtenu le consentement du gouvernement bien en avance, au moins 4 semaines avant. Les préconditions à remplir sont : bien connecté en termes de connexions aériennes, **facilité d'obtenir un visa**, bonnes facilités des lieux de conférences, bonne hôtellerie, bons services médicaux.

Quelles dates ?

NB : Entre le 30 septembre et avant la COP 28 (début le 30 novembre) 2023





Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Annexes

Annexe 1 : Pays participants :

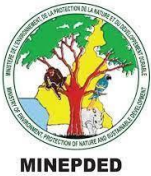
- 1) Bénin
- 2) Burkina Faso
- 3) Burundi
- 4) Cameroun
- 5) Comores
- 6) Côte d'Ivoire
- 7) Djibouti
- 8) Guinée
- 9) Haïti
- 10) Île Maurice
- 11) Madagascar
- 12) Mali
- 13) Maroc
- 14) Mauritanie
- 15) Niger
- 16) République Centrafricaine
- 17) République du Congo
- 18) Sénégal
- 19) Seychelles
- 20) Tchad
- 21) Togo
- 22) Tunisie

Invités mais sans participation :

- Djibouti
- République Démocratique du Congo
- Gabon
- Liban

Annexe 2 : Lien utiles :

- CMA3: [Décisions | UNFCCC](#)
- 18CMA: [Décisions | UNFCCC](#)



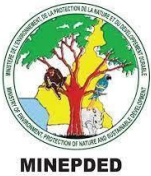
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE



Annexe 3 : Liste des participants

	Mme/M.	Nom de famille	Prénom	Pays ou Organisation
1.	Mme.	AYOLA	Olaymèmi Lydia	Bénin
2.	M.	AMOU	Martial	Bénin
3.	M.	BAKO	Didier	Burkina Faso
4.	M.	SAVADOGO/SAWADOGO	S. Kadidia	Burkina Faso
5.	Mme.	NGENZEBUHORO	Emmanuella	Burundi
6.	Mme.	ICITEGETSE	Dancile	Burundi
7.	M.	KAGONBE	Timothée	Cameroun
8.	M.	NGUEMADJI MOUSSA	Jules Maxime	Cameroun
9.	M.	NGODEBO	Adrien Frédéric	Cameroun
10.	M.	MOUMINI	Fawaz	Comores
11.	Mme.	MZE MOGNE	Mariyamou	Comores
12.	M.	SANOGO	Mohamed	Côte d'Ivoire
13.	Mme.	<i>KOUADIO</i>	<i>Larissa Sosthène</i>	<i>Côte d'Ivoire</i>
14.	M.	<i>MAGASSOUBA</i>	<i>Lanciné</i>	<i>Guinée</i>
15.	Mme.	<i>BNAGOURA</i>	<i>Namina</i>	<i>Guinée</i>
16.	M.	<i>BOCHOWA</i>	<i>Ashveen</i>	<i>Île de Maurice</i>
17.	M.	<i>MANDIMBY ANDRIANARISOA</i>	<i>Jaona</i>	<i>Madagascar</i>
18.	Mme.	<i>RATOVONJANAHARY</i>	<i>Lantonirina</i>	<i>Madagascar</i>
19.	M.	<i>ZAKARA OUMAROU</i>	<i>Maman</i>	<i>Mali</i>
20.	M.	<i>O DEMBELE</i>	<i>Niarga</i>	<i>Mali</i>
21.	M.	<i>SOW</i>	<i>Mohamadou</i>	<i>Mauritanie</i>
22.	M.	<i>OUMOU</i>	<i>Diabira</i>	<i>Mauritanie</i>
23.	Mme.	<i>AIT BELHAJ</i>	<i>Keltoum</i>	<i>Maroc</i>
24.	M.	<i>LEMIRANI</i>	<i>Tarik</i>	<i>Maroc</i>
25.	M.	<i>DIADIA ABDOULAZIZ</i>	<i>Moumouni</i>	<i>Niger</i>
26.	M.	<i>IDI</i>	<i>Sahabi</i>	<i>Niger</i>
27.	M.	<i>MBEMBA</i>	<i>Gildas Stephen</i>	<i>République du Congo</i>
28.	Mme.	<i>ONDONGO</i>	<i>Prisca Marlyse</i>	<i>République du Congo</i>
29.	M.	<i>YANGBONDO</i>	<i>David Melchisedeck</i>	<i>République Centrafricaine</i>
30.	Mme.	<i>GONOPORO</i>	<i>Huguette</i>	<i>République Centrafricaine</i>
31.	M.	<i>CAZE</i>	<i>Jean Idonal</i>	<i>Haiti</i>



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE

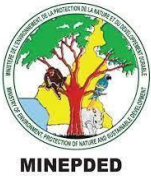


CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

32.	Mme.	SALL NDEYE	Rokhaya	Sénégal
33.	Mme.	LOURDE SETH	Vanessa Helena	M. Seychelles
34.	M.	ISSA MAHAMAT	Abdoulaye	Tchad
35.	Mme.	ABDELSALAM	Leila	Tchad
36.	Mme.	OURO-GOUNI	Bouraima	Togo
37.	Mme.	LOTSI AGBOGODOU	EPSE Kossiwavi Akpédje	Togo
38.	M.	MSADKI	Lotfi	Tunisie
39.	Mme.	AYED	Afef	Tunisie

Co-organiseurs, soutien logistique et autres participant(e)s

40.	Mme.	TAIBI	Fatima-Zahra	Maroc, CBIT-GSP
41.	M.	ASSIE	Agre Mathieu Richemond	UNDP HQ, Cote D'Ivoire
42.	M.	DIOP	Moussa	UNDP HQ, Senegal
43.	Mme.	SCHINDLER	Solveig	GIZ Cameroun
44.	M.	ZEH-NLO	Martin	PNUD Cameroun
45.	Mme.	TUAYO FEUGUIM	Larissa	PNUD Cameroun
46.	Mme.	EKOSSE	Comfort	PNUD Cameroun
47.	Mr.	NKA	Pierre Le Grand	Moderation Cameroun
48.	Mme.	DJAYO DJOMOU	Marylin Monroe	Cameroun
49.	Mme.	TICHEMEGNE NANA	Xaviere Priscille	Cameroun
50.	Mme.	EKOUNDA	Estelle Sonia	Cameroun
51.	M.	NKOWIWDSEV K.	Simon	Cameroun
52.	M.	DIARRA	Abdramane N'golo	AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

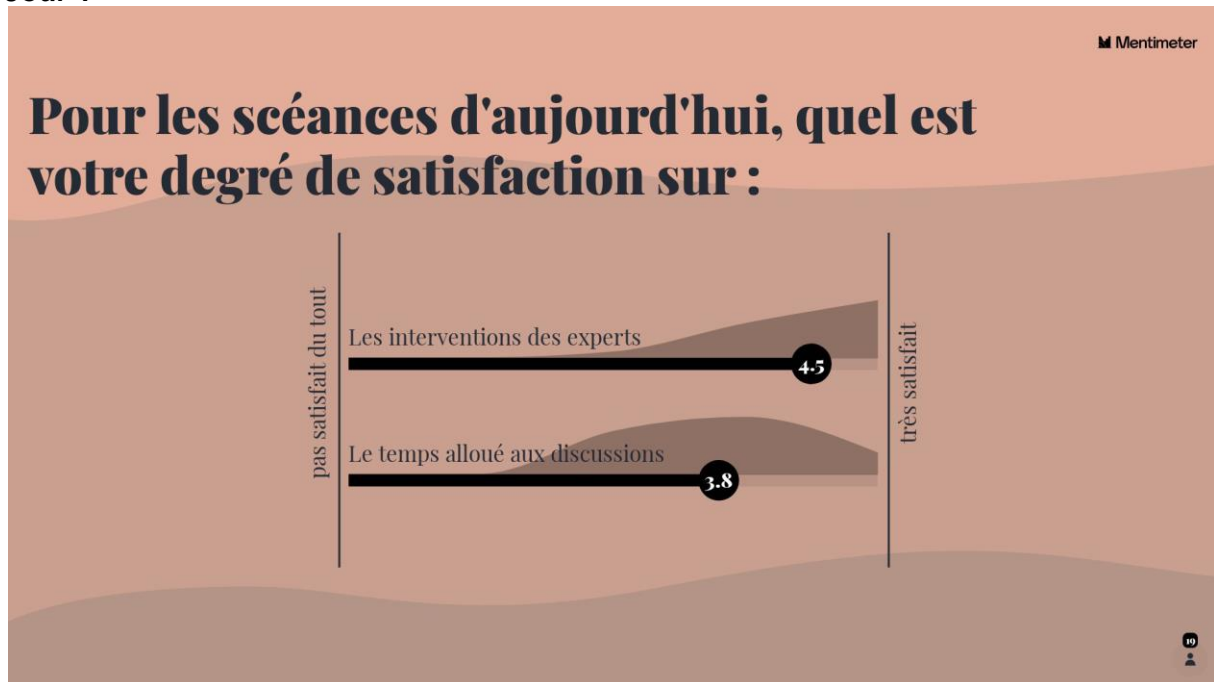
CLIMATE
PROMISE



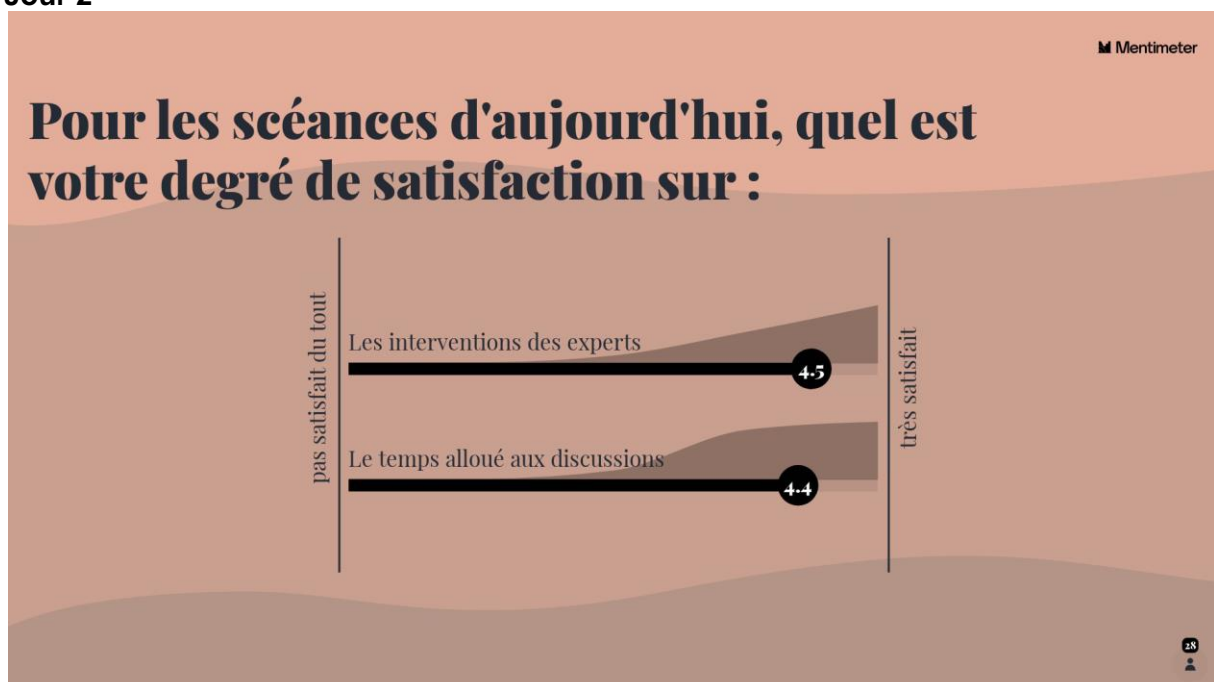
CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

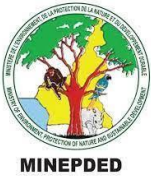
Annexe 4 : Résultats de l'évaluation

Jour 1



Jour 2





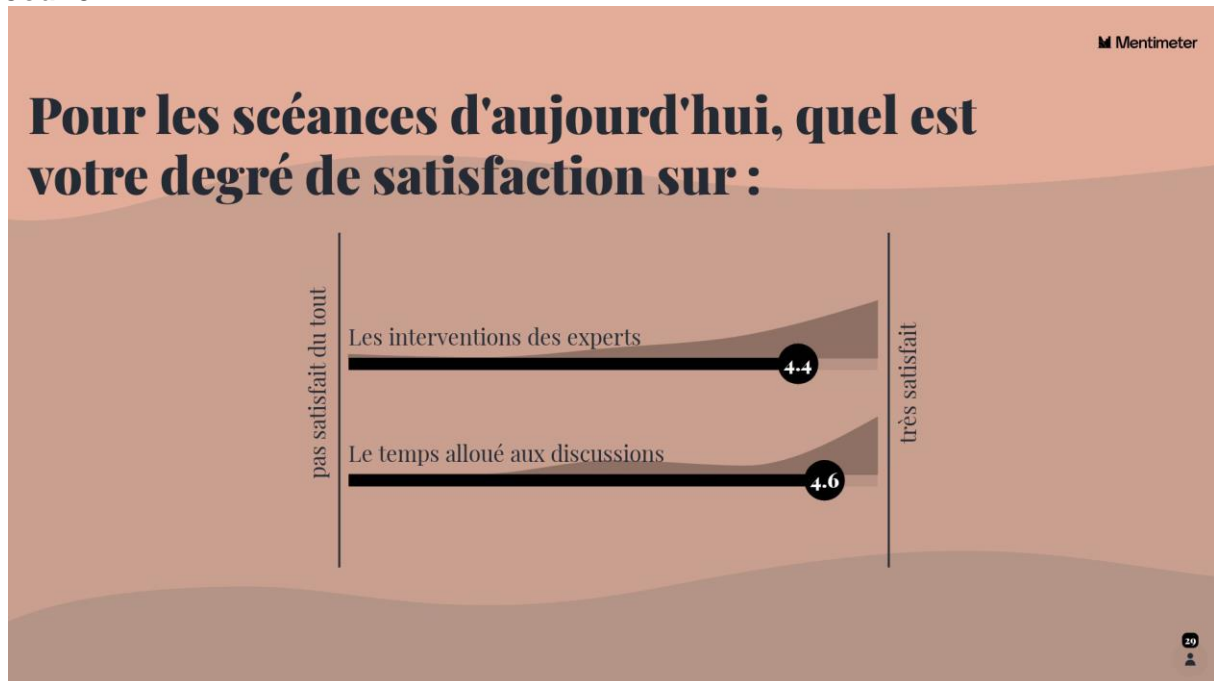
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE

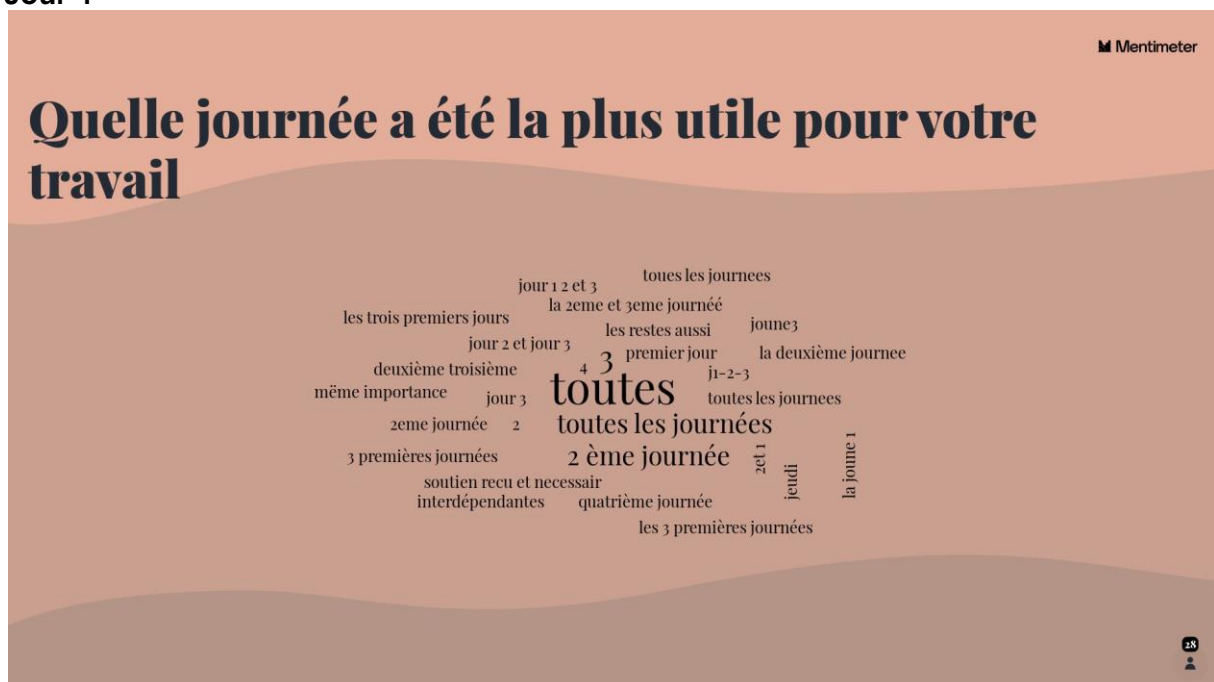


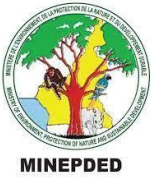
CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Jour 3



Jour 4





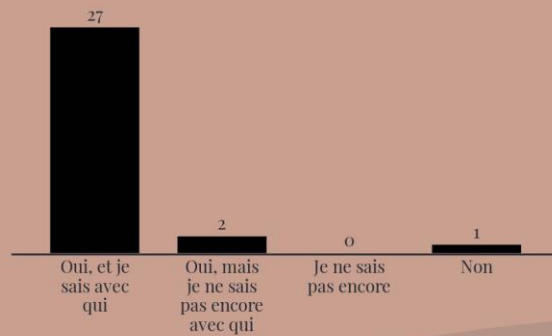
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE

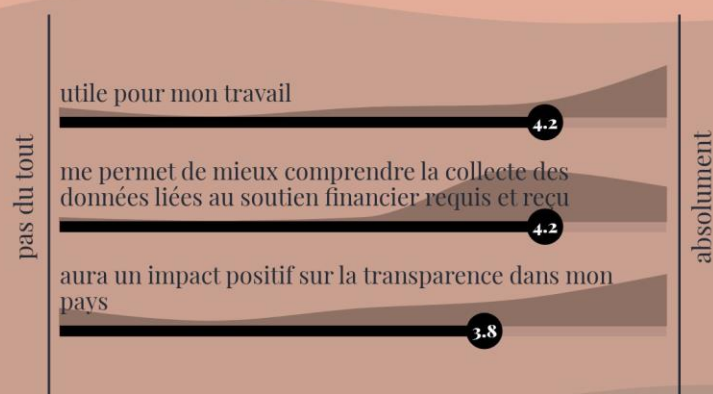


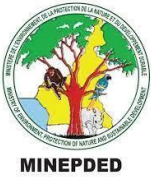
CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Avez-vous prévu un partage d'information avec des collègues de votre administration ?



Dans l'ensemble, cet atelier a été :





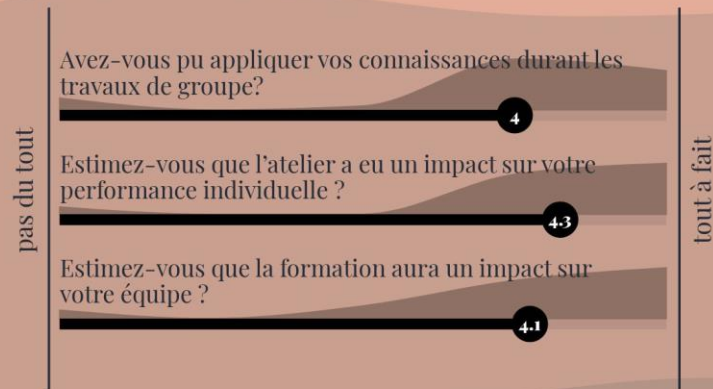
Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris
Cluster Francophone

CLIMATE
PROMISE

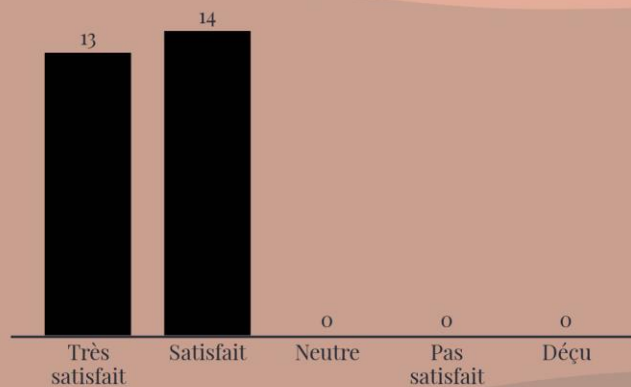


CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

Pour les travaux en groupe



Evaluation globale de l'atelier



Mentimeter



Mentimeter

